

L'Autriche, un "petit pays" très actif

Par [JFB](#) le ven 18/05/2007 - 03:28

L'apogée de la puissance autrichienne, du XVIIIe au XXe siècle, s'est faite dans le contexte du concert européen des nations. Empire déchu, Etat prostré de l'Anschluss, renaissance neutraliste puis acteur continental, l'Autriche a conduit la présidence de l'Union européenne au premier semestre 2006. Focus sur les dynamiques qui façonnent l'Autriche contemporaine et ses rapports à l'Europe.

Ce pays alpin et danubien, particularité géostratégique, partage avec d'autres en Europe le caractère de «petit pays» selon les mots de Benita Ferrero-Waldner, son ancienne Ministre des affaires étrangères. Il est cependant notable, tant du point de vue de sa géographie (environ 7% de la France métropolitaine), de son influence culturelle historique que de son poids politique dans les procédures décisionnelles communautaires, que le qualificatif de pays «moyen» est plus approprié. L'Autriche est ainsi comparable démographiquement à la Hongrie et à la Grèce, économiquement à la Suisse et à la Suède - c'est-à-dire mieux que la France ou l'Allemagne (selon le PIB/hab. PPA). Quant au développement, l'Autriche se trouve entre le Danemark et le Luxembourg. C'est donc un pays dont l'économie forte est au service des citoyens qui bénéficient d'un niveau de vie élevé, mais dont la taille et la démographie sont limitées face aux grands pays européens.



Maître du jeu d'influence européen

Dans ce contexte, et malgré sa nostalgie d'ancien Empire puissant, sentiment que l'on retrouve chez les Serbes et qui est partagé par les Hongrois, l'Autriche sait jouer de ses potentialités stratégiques. Elle n'a intégré l'Union européenne qu'en 1995, par pragmatisme, et s'est très vite plongée dans les rapports de force internes afin de développer son influence régionale et, par là même, de devenir un acteur important sur la scène mondiale.

Ainsi, elle a vite compris qu'elle avait tout intérêt à voir une France forte qui puisse contrer son puissant voisin allemand. Vienne appuie également un nombre

important de politiques communautaires intégratives (commerce, santé, asile et immigration). Elle est par ailleurs partie prenante des politiques de coopération renforcée, notamment dans les domaines régaliens (défense, euro), qui pourraient pourtant être vus comme une remise en cause d'une souveraineté du pays. Membre de l'Eurozone, l'Autriche a ratifié le Traité constitutionnel, par plus de 99% au Nationalrat.

Une relation ambiguë à l'Union européenne, entre patriotisme, nationalisme et européanisme

L'Autriche est un Etat dont la politique prend la mesure de l'Union européenne et s'investit activement pour son approfondissement. Pourtant, en février 2000, le FPÖ de Jörg Haider est intégré au gouvernement fédéral aux côtés de conservateurs de l'ÖVP. L'Union européenne prend des sanctions : relations bilatérales suspendues au niveau gouvernemental, limitées au niveau diplomatique, non soutien aux candidatures autrichiennes dans les organisations internationales. Les Autrichiens, touchés - peu de temps avant d'autres - par la question de l'identité nationale et les thèmes sécuritaires, vivent mal ce qu'ils voient comme une trahison d'une Europe à qui ils donnent beaucoup. L'équation est sans solution : comment concilier patriotisme sincère, nationalisme revanchard et Realpolitik pro-européenne ?

Il n'est pas le seul pays d'Europe centrale concerné par ces accointances idéologiques : Slovaquie, Pologne, Hongrie (bien que les lignes de partage idéologiques soient ici plus discernables) et bien d'autres souffrent de maux dont la source est analogue. La puissance nationale passe en effet par l'Europe, tout en nécessitant le partage partiel de la souveraineté étatique. Un dilemme en raison duquel les pays de l'aire centre-européenne tâtonnent sur leurs parcours post-totalitaristes. La question subsidiaire - mais non moins fondamentale - est de savoir si ces sanctions ont un effet constructif ou empirant. En Autriche, le FPÖ a certes disparu du pouvoir, mais des rancœurs persistent, comme en Serbie, où les bombardements de l'OTAN de 1999 restent source d'opposition à «Bruxelles».

Mais l'Autriche, si elle n'a que peu apprécié les sanctions, considérant notamment que la France y était bien active, n'en a pas tenu rigueur au processus communautaire. Certes une partie de la population s'interroge sur le bien-fondé de l'élargissement, mais le gouvernement d'alliance SPÖ-ÖVP (socio-démocrates et

conservateurs) connaît les priorités et c'est avec entrain qu'il s'est lancé dans une dynamique présidence européenne au premier semestre 2006. La stratégie de travail n'a pas été d'imposer un hypothétique leadership autrichien, mais, selon le Chancelier Wolfgang Schüssel, de «penser en réseau et d'agir au niveau européen». Cette présidence aura démontré l'exemplaire volonté autrichienne d'imposer les thèmes d'une politique européenne proche des citoyens, de développer le rôle des Parlements et d'équilibrer les échelons de gouvernance communautaire par le principe de subsidiarité. Une dynamique d'autant plus importante qu'elle s'est inscrite peu après l'échec de l'acceptation du Traité constitutionnel par deux des vingt-sept pays de l'UE. Une Europe concrète, «par la preuve» dit-on aujourd'hui, une Europe protectrice et transparente, telle fut l'influence de l'Autriche dans les frontières communautaires.

Mais Vienne a également été active dans la politique extérieure, et particulièrement celle de voisinage (PEV), dont la Direction Générale a d'ailleurs été attribuée à Mme Ferrero-Waldner au sein de la Commission Barroso. Ainsi, d'après le président Chirac, «en ce qui concerne les Balkans, nous [avons constaté] également une coopération fructueuse et positive entre la présidence française et la présidence autrichienne de l'OSCE». L'Autriche, acteur pluriséculaire dans les Balkans, sait le rôle qu'elle peut y jouer, et s'impose comme un acteur de terrain. Et si la population autrichienne est fortement opposée à l'entrée de la Turquie dans l'UE, c'est sous la présidence autrichienne que la Croatie et la Turquie ont négocié le premier chapitre de leurs pourparlers avec l'U.E et que l'Albanie a signé son accord de stabilisation et d'association. Alors qu'au sud, Vienne a milité pour une reconnaissance européenne conjointe du Monténégro, elle invite désormais les pays centre-européens à constituer un partenariat régional.

Initiant une réflexion sur l'identité européenne, l'Autriche est à l'image de l'Europe, elle s'interroge sur ce qu'elle est, sur son histoire, sur son devenir politique, sur sa place dans le monde. A l'Europe de prendre acte que l'Autriche sait s'investir, s'ouvrir, et construire pragmatiquement son avenir en harmonie avec son temps.

Péter Kovács

•
Catégorie
Agenda Culturel